

## «Il est temps que Bruxelles réfléchisse à une politique de santé»

**La FGTB Bruxelles et la Mutualité socialiste du Brabant pressent les autorités bruxelloises à prendre à bras-le-corps ses nouvelles compétences en soins de santé.**

### ANAI SORÉE

D'après le baromètre social bruxellois, pas moins de 22,5% des ménages bruxellois déclarent avoir dû retarder des soins de santé pour raisons financières. Ce pourcentage atteint 40% parmi les 20% des ménages les plus pauvres. La FGTB Bruxelles et la Mutualité socialiste du Brabant s'inquiètent de la situation. Outre leur crainte de voir le gouvernement fédéral opérer des économies dans les soins de santé,

ils s'interrogent sur la façon dont les autorités bruxelloises vont prendre en main leurs nouvelles compétences. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, elles ont effectivement hérité des allocations familiales, de la politique des personnes âgées, des aides à la mobilité des personnes handicapées,

du financement des prestations de soins en maisons de repos, du financement des infrastructures hospitalières, de l'organisation de la santé de première ligne et des mesures de prévention.

La FGTB et la Mutualité socialiste estiment que bien coordonnées, ces nouvelles compétences couplées aux anciennes, peuvent constituer de fameux leviers pour mener une politique de santé publique de qua-

lité. Pour eux, l'approche doit donc être globale. Un politique de santé ne peut s'envisager sans politique sociale ou d'emploi.

*«Les défis sont multiples à Bruxelles. Un tiers de la population qui vit dans la capitale est exposé au risque de pauvreté. Le chômage est massif. La démographie explose... Il y a aussi une donnée qui est particulièrement inquiétante: la contribution des Bruxellois à l'impôt des personnes physiques est passée en dessous des 8%. Les autorités bruxelloises vont donc être confrontées à un problème de financement, expli-*

*quent-ils. D'autant que les compétences ont été allouées sans les frais d'administration.»* Ils craignent que la solution soit une diminution des interventions. Ils redoutent aussi l'instauration d'un système dual, «avec d'un côté des régimes d'assurances privées et de l'autre des mesures d'aide et d'assistance pour les plus démunis»,

### Iris Care pour se faire entendre

Pour éviter que leurs craintes se confirment, ils veulent peser dans le débat. Les autorités bruxelloises ont décidé de créer un organisme d'intérêt public (OIP), Iris Care, au sein duquel ils pourront faire entendre leur point de vue. «Le point positif, c'est que l'outil a été inventé et que les partenaires sociaux et les mutualités vont faire partie de ce nouvel OIP. Et nous n'avons pas l'intention d'aller nous asseoir à la table, uniquement pour commander des bics», déclare

Philippe Van Muylder, secrétaire général de la FGTB Bruxelles. «Mais le

*côté négatif, c'est qu'aujourd'hui, Iris Care, c'est une feuille vide. Il n'y a encore eu aucune réunion.»* Lui et son collègue Jef Baeck, président de la Mutualité socialiste du Brabant, pressent les autorités bruxelloises à réunir tous les acteurs autour de la table pour réfléchir à une politique en matière de santé publique. «Bruxelles est à la traîne. Pour donner un exemple, même si elles ne sont pas concertées avec les partenaires sociaux, la Flandre a déjà pris des décisions en matière d'allocations familiales. En Wallonie, le sujet est en pleine discussion. Un OIP est déjà mis en place. À Bruxelles, rien. Il est temps de se mettre au travail», tonnent-ils.

**«Nous craignons une diminution des interventions en faveur des assurés sociaux bruxellois.»**

JEF BAECK  
MUTUALITÉ SOCIALISTE